

Qui doit payer la dette bleue ?

Par **HÉLÈNE ROQUES**

Fondatrice de la société Doing good doing well

Nous utilisons les ressources naturelles comme si elles étaient inépuisables. Cette attitude conduit à la destruction de biens communs naturels qui fera de nos enfants des débiteurs de la planète. Malheureux enchaînement des générations : celle qui nous précède a vécu dans l'insouciance économique ; la nôtre est encore dans l'insouciance écologique ; et celle qui nous suit paiera une addition aussi insupportable pour son bien-être que pour son niveau de vie. Pour être digne du rôle de «parents», il suffirait de respecter une règle simple : plus on utilise les biens communs, plus il faut investir dans leur renouvellement.

Parmi ces biens communs, l'eau, qui constitue 71% de la surface de la planète et 65% de notre corps, est indispensable à la vie. Or, cette ressource est menacée

Nous avons l'illusion de ne pas être concernés par la rareté de l'eau. Mais la réalité est moins simple.

sans que cette menace ne soit clairement comprise. Car l'urgence du moment est d'abord la dette financière. Puis vient la dette nucléaire. La dette bleue, elle, attendra encore un peu. Pourtant, même si la pénurie d'eau est un problème ponctuel en France, la qualité de nos sources se dégrade.

L'accès facile à une eau de qualité au robinet – une des meilleures du monde en France – a créé l'illusion que nous ne sommes pas concernés par la rareté de l'eau. Mais la réalité est moins simple : la moitié de nos rivières est en mauvais état. Les pollutions des eaux souterraines sont telles que des traitements lourds sont né-

cessaires avant même le circuit de potabilisation. Il est donc urgent de lever les a priori sur l'eau. Garantir une eau du robinet de qualité commence ainsi par l'acceptation de l'idée que l'eau a un coût, et donc un prix. À l'état naturel, l'eau génère des risques pour la santé. Louis Pasteur disait «*nous buvons 90% de nos maladies*». C'est pourquoi l'eau est le produit alimentaire le plus contrôlé en France. Une somme de technologies permet à notre eau de rester un modèle mondial de qualité. Le prix de l'eau en France n'est pourtant pas élevé. Avec un coût de 3,01 euros par mètre cube, l'eau de nos foyers est en moyenne 15% moins chère qu'en Europe, et 100 fois moins chère que l'eau en bouteille – sans parler de son coût environnemental effrayant. Le prix de l'eau va augmenter, parce que nous avons préféré produire, consommer et repousser à plus tard les investissements nécessaires. Un récent rapport du Commissariat général au développement durable évalue les coûts d'épuration des eaux polluées par l'agriculture à plus de 54 milliards d'euros par an. Chaque ménage des localités les plus touchées pourrait supporter un surcoût de 494 euros par an.

La directive européenne sur les milieux aquatiques fixe des objectifs de dépollution pour 2015 qui ne seront pas atteints, et les responsabilités institutionnelles ne sont pas clairement définies. Alors qui va payer la dépollution des eaux ? Faire payer l'utilisateur a toujours été la logique dominante. Mais celle-ci a été conçue à une époque révolue où la production de l'eau potable était plus simple. S'il s'agit de reconstituer une ressource dégradée par des choix de société, il n'est plus certain que le buveur d'eau doive seul payer

le coût total de l'eau potable. Car naîtrait en effet une certaine ségrégation à l'égard des foyers les plus modestes. Qui alors ? Le contribuable, l'industriel, l'agriculteur ? Impossible de financer à la fois les investissements, l'entretien, le service de l'eau pour tous les foyers, et la préservation des milieux naturels sans affronter ces questions.

La génération qui nous suit n'aura que faire de savoir qui devait distribuer l'eau. L'ampleur de l'effort d'investissement est le seul sujet qui compte. Notre agriculture, notre industrie et nos emplois en dépendent. Investir aujourd'hui dans des «technologies bleues» pour moins polluer coûtera moins cher que s'adapter demain à d'inévitables réglementations plus contraignantes. En mars se tiendra le 6^e Forum mondial de l'eau à Marseille avec un objectif : accroître la mobilisation mondiale sur l'eau et associer les populations aux différents projets liés à l'eau et à l'assainissement. Comment mettre en place une organisation renouvelée pour l'eau impliquant les territoires ? Comment limiter les pollutions d'origine agricole et favoriser de nouvelles solutions d'irrigation ? Comment développer des technologies pour le recyclage de l'eau ou le dessalement de l'eau de mer ? Quelles tarifications innovantes pour réguler notre consommation, réduire les gaspillages, et éviter l'apparition d'exclus de l'eau ? Toutes ces questions requièrent un débat public pour faire émerger un consensus citoyen pour l'eau, afin de protéger la santé et le bien-être de chacun. La France doit présenter au forum de Marseille des objectifs nationaux largement acceptés par notre corps social pour éviter que ne se creuse une dette bleue.

